

REDÉFINIR LE RISQUE

le coût du non-financement des organisations
de défense des droits des femmes.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



Alliance for
Feminist
Movements

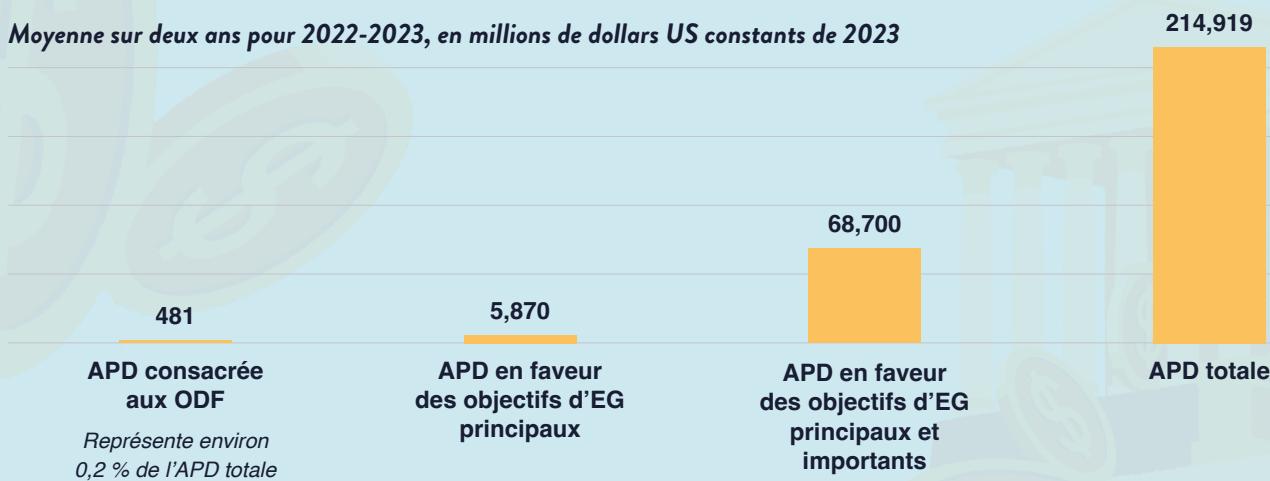
EQUAL
MEASURES
2030

Résumé

À l'heure où la philanthropie et l'aide publique au développement (APD) se raréfient et font l'objet d'un contrôle de plus en plus strict, les pratiques de financement tendent à évoluer et à délaisser les organisations de défense des droits des femmes et mouvements féministes (ODF) de petite taille au profit des organisations plus grandes et dont les objectifs sont plus larges qui, par leur dimension et leur profil, sont généralement perçues comme présentant moins de risques. Mais quels risques la disparition de ces organisations robustes, bien financées et bien soutenues représente-t-elle pour l'égalité de genre et, plus largement, pour les résultats dans le domaine du développement ?

Les ODF constituent des leviers déterminants pour enregistrer des progrès sur la question de l'égalité de genre : peu d'avancées en matière de droits des femmes auraient été possibles sans le plaidoyer mené par les ODF pour sensibiliser le grand public, faire pression auprès des gouvernements et demander des comptes aux autorités publiques sur l'application des législations et des politiques . Autant de résultats qui ont été obtenus alors même que ces organisations reçoivent une proportion négligeable des financements disponibles et évoluent souvent dans des environnements hostiles, ce qui démontre bien leur extraordinaire résilience.

Figure 1 : Seulement 0,2 % de l'APD totale va directement aux ODF, malgré leur impact avéré.



Notes : L'aide publique au développement aux organisations de femmes comprend les dépenses marquées par le code sectoriel 15170 (organisations et mouvements de défense des droits des femmes et institutions gouvernementales).

Source : OCDE 2025.

Mais la résilience ne suffit pas. Alors que des coupes draconiennes sont réalisées dans les budgets consacrés aux aides partout dans le monde et que l'égalité de genre est mise à mal par pur opportunisme politique, la réduction probable des financements disponibles pour les ODF et le rétrécissement de l'espace civique risquent d'amener même les plus solides d'entre elles à disparaître.

Les défis :

- Les bailleurs de fonds institutionnels, notamment les grandes institutions et les donateurs d'APD, ont en particulier du mal à financer les petites organisations locales.
- Les financements sont de plus en plus réservés aux projets à court terme et ne soutiennent pas le travail de renforcement des mouvements sur le long terme, qui est pourtant indispensable pour parvenir à transformer structurellement les relations de pouvoir entre les genres.
- Cette contraction de l'écosystème de financement s'inscrit dans une période de recul démocratique prolongé et de rétrécissement de l'espace civique au niveau mondial, qui met systématiquement en péril les acquis remportés de haute lutte dans le domaine de l'égalité de genre.

Quatre études de cas nationales (Bangladesh, Nicaragua, Turquie et Zimbabwe) ont prouvé que sans financements et sans environnement favorable, les mouvements féministes sont réduits au silence, ce qui nuit à l'égalité de genre et menace l'existence des citoyens et citoyennes de manière tangible, que ce soit par une diminution de leur liberté économique ou par une augmentation de la violence.

¹OECD (2016) *Donor Support to Southern Women's Rights Organizations. Réseau sur l'égalité des genres (GenderNet) du CAD de l'OCDE*

Principaux résultats

À la suite des conférences mondiales soutenues par les Nations Unies dans les années 1990, le renforcement des financements et du soutien apporté à la société civile a permis aux ODF d'enregistrer de nombreux progrès dans le domaine de l'égalité de genre et de défendre leurs droits. Mais l'instabilité politique et la montée de l'extrémisme ont ensuite favorisé une période de diminution des financements et de modification des méthodes de travail, ce qui a eu des effets négatifs.



Les financements consacrés aux ODF sont moins disponibles, moins flexibles et plus limités

Dans chaque pays, les militants et militantes ont mis en avant plusieurs défis récurrents : disponibilité réduite des financements flexibles, augmentation de la concurrence pour décrocher des financements, lourdes administratives excessives pour les financements internationaux, et exigences relatives aux mesures d'impact qui ne permettent pas de travailler sur le changement à long terme, en particulier dans les contextes où l'espace civique est de plus en plus limité.



Sans financements, les mouvements sont réduits au silence

Le définancement ou le financement limité des ODF s'accompagnent souvent de répression sociale et d'un rétrécissement de l'espace civique. Dans ces contextes, les gouvernements répressifs imposent souvent directement des restrictions sur l'obtention de financements, quand les risques accrus ne poussent pas les bailleurs de fonds à retirer ou restructurer leurs financements. Pour avoir accès aux financements, les ODF sont souvent amenées à faire évoluer leur travail, en délaissant le plaidoyer au profit de la fourniture de services, ou cessent leurs activités sur les questions politisées comme la violence basée sur le genre, l'avortement ou les droits des personnes LGBTQI+.



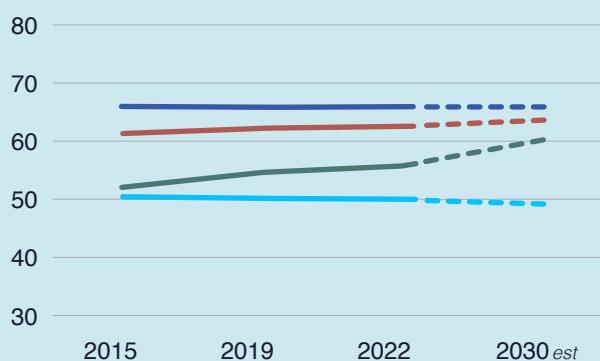
L'affaiblissement des mouvements a des conséquences négatives pour les femmes et les filles

Tous les pays que nous avons examinés présentent des tendances préoccupantes en ce qui concerne les mesures en faveur de l'égalité de genre. Les indicateurs clés essentiels pour le bien-être des femmes et les progrès les concernant – comme la liberté et l'autonomie, la participation à la vie politique et la violence basée sur le genre – stagnent ou régressent. Dans chacun des pays, les gouvernements ont inversé les progrès accomplis dans le domaine de l'égalité de genre, ou tenté de le faire, notamment pour la violence basée sur le genre ainsi que pour la santé et les droits en matière de santé sexuelle et reproductive. Dans de tels contextes, les ODF peuvent parfois « faire barrage » et empêcher certains reculs qui, sans cela, auraient été inévitables, mais uniquement si elles sont bien financées et soutenues.

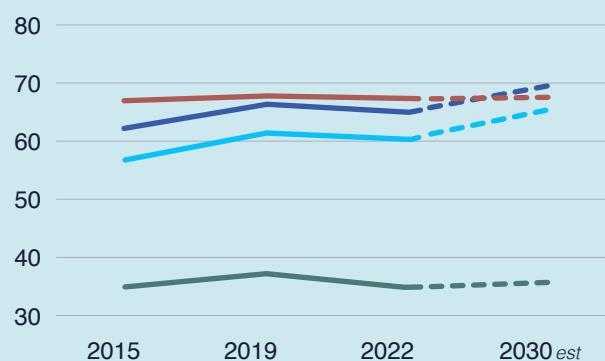
Figure 2. Tendance de l'Indice de Genre dans les ODD, 2015–2030

● Türkiye ● Nicaragua
● Bangladesh ● Zimbabwe

Score général de l'Indice dans les ODD



ODD 5 sur l'égalité de genre



Le score d'indice d'un pays se situe sur une échelle de 0 à 100 points, où 0 est le score le plus faible et 100 le score le plus élevé

0-60 = Très faible
60-70 = Faible
70-80 = Correct

80-90 = Bon
90-100 = Très bon



Principales recommandations

Il est essentiel pour les droits des femmes, en particulier dans des situations où les gouvernements s'opposent aux progrès et où la répression prévaut, de financer les organisations féministes. Elles sont garantes de la précieuse protection des droits des femmes et des filles et des progrès déterminants réalisés dans le domaine de l'égalité de genre, ce qui est essentiel pour la réalisation des objectifs de développement plus larges.

Comment changer la donne et aider les ODF à poursuivre leur action en faveur de l'égalité de genre ?

Tous les bailleurs de fonds

- En soutenant les équipes juridiques et de conformité afin qu'elles dialoguent avec les partenaires bénéficiaires et leurs contextes, ainsi qu'avec d'autres responsables juridiques et de conformité, de façon à tirer des enseignements d'autres pratiques flexibles et responsables en matière de contrats et les adapter.
- Lorsque des militants et militantes au niveau local le recommandent, en dénonçant les mesures qui restreignent l'espace civique et limitent la capacité des organisations et des militants et militantes à s'organiser en toute sécurité, à recevoir et distribuer des financements, en s'y opposant et en demandant des comptes.
- En déclarant les données de financement au Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, à l'aide du marqueur politique en matière d'égalité homme-femme proposé par le Comité d'aide au développement, en particulier pour le financement direct des ODF.

Bailleurs de fonds publics

- Lorsqu'il n'est pas possible de financer directement des groupes locaux, en consultant et en coopérant avec les ODF locales pour recenser les fonds intermédiaires les plus appropriés. Il y a lieu de reconnaître que les différents types d'intermédiaires offrent chacun des avantages politiques et de programmation différents.
- En soutenant les fonds d'intermédiation financière, en particulier les fonds en faveur des femmes et des mouvements féministes qui sont ancrés dans les contextes locaux. Ces fonds proposent un soutien inconditionnel à long terme et une aide, notamment en offrant une assistance juridique aux ODF ainsi qu'aux militants et militantes au niveau local.
- Lorsque des militants et militantes au niveau local le recommandent, en dénonçant les mesures qui restreignent l'espace civique et limitent la capacité des organisations et des militants et militantes à s'organiser en toute sécurité, à recevoir et distribuer des financements, en s'y opposant et en demandant des comptes.
- En intégrant l'aide à la collecte et à l'utilisation des données sur le genre dans l'aide publique au développement de façon à assurer le suivi des projets et contribuer à l'instauration d'écosystèmes de données sur le genre durables et complets.

Organisations caritatives

- En utilisant la position unique des organisations caritatives pour soutenir les ODF des diasporas qui, sans cela, peuvent ne pas être en mesure d'obtenir une aide publique au développement ou d'autres types de financement.
- En impliquant d'autres institutions et réseaux (comme l'initiative « Better Preparedness » de Human Rights Funders Network) et en coordonnant les efforts de façon à mobiliser des fonds et soutenir des organisations opérant dans des contextes restrictifs, ce qui permet d'élaborer des stratégies de financement complémentaires selon les différents niveaux de tolérance au risque au sein des institutions.
- En faisant en sorte que les portefeuilles de financement soutiennent la totalité des organisations essentielles à la santé des mouvements, y compris les organisations établies ainsi que les réseaux et les groupes émergents menés par des jeunes. Lorsque c'est possible, en renforçant cette complémentarité avec d'autres bailleurs de fonds, et notamment les bailleurs de fonds publics.



À propos de nous

Equal Measures 2030 est une coalition composée de leaders nationaux et internationaux issus de réseaux féministes, de la société civile et du développement international. Nous mettons les données et les preuves au service du plaidoyer et de l'action en matière d'égalité de genre afin de transformer les vies des femmes et des filles et réaliser les objectifs de développement durable (ODD).

L'Alliance pour les mouvements féministes est une initiative multipartite regroupant des gouvernements, des organisations caritatives, des fonds en faveur des femmes et des mouvements féministes, des organisations de la société civile et d'autres allié·e·s. L'Alliance et ses membres se sont donné pour mission d'améliorer la quantité et la qualité des ressources et du soutien politique en faveur d'un large éventail de mouvements féministes, priorités stratégiques et politiques.

Le rapport complet et les recommandations sont disponibles à l'adresse suivante : equalmeasures2030.org/fr/publications-fr/redefinir-le-cout-du-non-financement-des-organisations-de-defense-des-droits-des-femmes/

Suivez-nous

-  [@Equal Measures 2030, @alliance-for-feminist-movements](#)
-  [@Equal2030](#)
-  [@Equal Measures 2030](#)

Consultez notre site

equalmeasures2030.org | allianceforfeministmovements.org



Auteur-e-s : Sinéad Nolan, Coretta Jonah, Rachel Jacobson, Alison Holder, Albert Motivans

Édité par : Rebecca Heald

Traduction : Maiten Vargas (espagnol), Émilie Brochard (français)

Conception : Ben Korda

La recherche Redefining Risk s'appuie sur le consortium Walking the Talk et l'initiative de recherche Financing for Feminist Futures, qui l'ont en partie financée. Le recueil des projets de recherche qui faisaient partie de l'initiative Financing for Feminist Futures peut être consulté ici : f4ff.global/program/research-projects/

Equal Measures 2030 and the Alliance for Feminist Movements

2025



**Alliance for
Feminist
Movements**

